



Union Départementale

engagée, solidaire ▶

Lyon, le 03 avril 2023

Communiqué de presse UD CGT 69

Alors que le gouvernement tente de faire oublier l'injustice fondamentale de la réforme des retraites, en multipliant les tribunes visant à instiller la peur et se présenter comme le « parti de l'ordre », alors qu'il est, avec le MEDEF, le seul responsable de la situation de tensions dans le pays, les violences policières à l'encontre des manifestant·e-s se sont multipliées ces dernières semaines, avec leurs lots de matraquages, de tirs de LBD dans la foule et d'arrestations arbitraires.

Elles ont franchi un nouveau seuil à Lyon. Le jeudi 30 mars, lors de la manifestation lyonnaise contre les violences policières commises à Ste Soline, un jeune manifestant est mis à nu par un policier.

A Nantes, cinq plaintes ont été déposées par des étudiantes, pour motif d'agressions sexuelles.

Ces agissements dénoncés à l'Assemblée Nationale par un député n'ont pas retenu l'attention du ministre de l'Intérieur, qui a répondu à côté, sans un mot pour les victimes. Pourrait-il en être autrement de la part de Gérald Darmanin ?

Les violences commises par certains membres des forces de l'ordre engagent la responsabilité du pouvoir dès lors que ces derniers jouissent d'une impunité totale, dénoncée tant par le mouvement social que par un grand nombre d'institutions internationales et de défense des droits humains.

Notre démocratie, déjà bien abîmée par le 49.3, se rapproche de plus en plus de l'exercice de la violence utilisée par les états totalitaires. Cela ne peut laisser sans réaction celles et ceux qui sont attaché·e-s aux libertés publiques conquises de haute lutte.

Le gouvernement a peur et tremble face à la montée de la colère légitime du peuple. Sa seule réponse à la colère sociale générée par sa politique au service des plus riches, est la répression, la stratégie de la peur permanente visant à masquer l'injustice de sa politique et la dissuasion de toute contestation.

Face à cela nous restons déterminés à exiger par la grève et l'usage de notre liberté de manifester, le retrait de cette réforme injuste et l'arrêt des politiques antisociales qui frappent le plus grand nombre au profit d'une minorité composée d'actionnaires et de patrons.

L'UD CGT 69 dénonce la répression policière, celles et ceux qui au gouvernement comme localement l'organisent, la tolèrent, la couvrent par l'impunité permanente. Elle exige que justice soit faite.

La CGT ne désarmera pas et nous irons jusqu'au RETRAIT !